

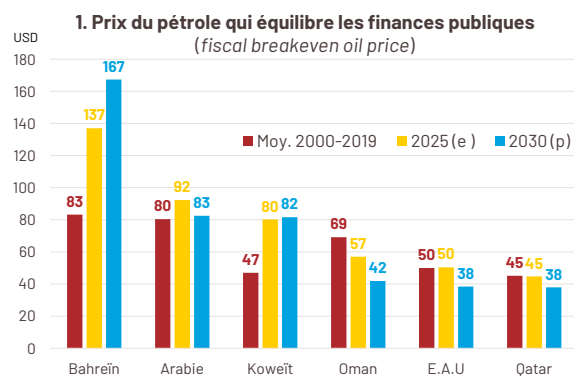
DIVERSIFICATION DANS LES PAYS DU GOLFE : UNE NOUVELLE ÈRE D'OPPORTUNITÉS

Depuis la seconde partie des années 2010, les pays du Golfe ont entamé leur métamorphose afin de tendre vers des modèles économiques moins dépendants des hydrocarbures. De premiers résultats notables sont observables, montrant les progrès en termes de diversification, mais le chemin restant à parcourir est encore long au vu des ambitions. Ce processus de diversification offre des opportunités aux entreprises françaises, tant à l'export que pour consolider leurs relations d'investissement.

La transition économique des pays du Golfe est nécessaire pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures

Au sein des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)¹, des modèles économiques très dépendants de la rente pétrolière

Les activités extractives sont le premier secteur d'activité au CCG, représentant 26 % de la valeur ajoutée totale aux Emirats Arabes Unis (E.A.U) et jusqu'à 53 % au Koweït (en moyenne au début des années 2020). Le poids du secteur des hydrocarbures apparaît encore plus éloquent lorsque les recettes fiscales qu'il génère sont rapportées au total des recettes publiques : entre 80 et 90 % du total².



Sources : Regional Outlook IMF (04/2025), (e) = estimation, (p) = prévision

Les pays du CCG ne disposent toutefois pas tous de marges de manœuvre similaires, certains ayant besoin d'un prix du pétrole plus élevé pour équilibrer leurs finances publiques (cf. graphique 1). Ces disparités peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs : capacité de production de barils, coûts d'extraction, niveaux des recettes fiscales hors hydrocarbures ou encore des dépenses publiques, etc.

La diversification économique dans les pays du Golfe n'est pas une tendance nouvelle, avec une bascule consécutive à la chute des prix des hydrocarbures de 2014-2015

Aux E.A.U, Dubaï est précurseur, s'attellant à développer depuis plusieurs décennies une économie basée sur les services. Bahreïn, fort notamment d'un cadre réglementaire souple et attractif, dispose également d'une structure économique plus diversifiée (services financiers, métallurgie, transports, tourisme)³. Dans les autres pays, de

timides initiatives ont été lancées à partir des années 80 mais n'ont pas été couronnées de succès.

La phase de baisse des prix des hydrocarbures de 2014-2015 a précédé un renforcement des quotas de production au sein de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole élargie (OPEP+) à partir de 2017. La réduction de l'offre n'a toutefois pas eu les effets escomptés sur les prix, qui sont restés relativement bas⁴. Entre 2016 et 2019, la croissance dans le Golfe (+1,7 % par an en moyenne) a ainsi été divisée par près de 3 par rapport à la période 2005-2015 (+4,9 %) et certains pays ont enregistré des épisodes de déficits publics (Arabie Saoudite, Qatar), voire des déficits jumeaux (Oman, Bahreïn).

Conscients de la fragilité de leurs modèles économiques, les pays du CCG ont entamé un processus de transition, consistant dans un premier temps en la mise en œuvre d'une TVA à 5 % à partir de 2018 (néanmoins pas encore implantée au Qatar et au Koweït), avant de prendre une tournure plus ambitieuse avec la mise en place de plans stratégiques, dont le plus emblématique est probablement Saudi Vision 2030, lancé en Arabie Saoudite en 2016.

La transition des économies du CCG devrait s'accélérer

Les activités hors hydrocarbures se sont déjà avérées des relais de croissance importants lors de la reprise post crise sanitaire (+4,6 % / an en moyenne sur 2021-2024 pour le PIB non pétrolier contre +0,8 % pour le PIB pétrolier, pour une croissance totale de +3,4 % au CCG). Elles ont vocation à prendre davantage d'ampleur pour compenser des perspectives modérées en termes d'activité pétrolière dans un contexte de prix bas du baril (en lien avec le relâchement accéléré des quotas OPEP+ fin 2025) et à moyen terme⁵.

Les processus de diversification répondent désormais autant à l'objectif de réduction de la dépendance aux hydrocarbures qu'à la volonté d'émerger comme des acteurs internationaux clés.

La diversification de l'activité est concentrée sur des secteurs clés et des projets d'ampleur

La diversification dans le Golfe s'appuie d'abord sur le renforcement de secteurs historiques

Le **tourisme**, autrefois centré sur le pèlerinage ou le luxe, devient un axe économique majeur, avec des objectifs

¹ Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar.

² Ce chiffre atteint toutefois 55 % aux E.A.U, soit un ratio plus faible en raison d'un niveau de diversification plus élevé.

³ Une diversification plus précoce est aussi liée au fait que Bahreïn n'a jamais réellement bénéficié du même avantage comparatif que ses voisins du Golfe pour l'exploitation d'hydrocarbures.

⁴ 58,7 USD le baril en moyenne entre 2016 et 2019 contre 102,4 USD entre 2010 et 2014. La part de l'OPEP dans la production mondiale est passée de près de 40 % au début des années 2010 à 31 % actuellement.

⁵ 68 USD le baril de Brent à horizon 2030 selon le FMI, contre 83,2 USD en moyenne sur la période 2021-S1 2025.



ambitieux. Par exemple, l'Arabie saoudite vise 150 M de visiteurs par an d'ici 2030 (contre 30 M en 2024), en valorisant ses sites religieux (La Mecque, Médine) et culturels (AlUla, Asir). Pour accompagner cet essor, 100 Md USD d'investissements public et privé sont dédiés aux infrastructures aéroportuaires⁶, tandis qu'une nouvelle compagnie aérienne a été lancée en 2023 (Riyadh Air).

L'objectif d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur internationales conduit à renforcer le **secteur de la logistique**. Les capacités des ports de Jebel Ali⁷ (E.A.U), Hamad (Qatar) ou Salalah (Oman) sont étendues via leurs zones franches et ont vocation à devenir de véritables clusters industriels. Côté aérien, l'aéroport de Dubaï World Central intègre une plateforme logistique dédiée au commerce, tandis que le Qatar développe des infrastructures cargo autour de l'aéroport Hamad.

L'**industrie** se retrouve également au cœur de la stratégie des pays du Golfe. La pétrochimie reste centrale (entreprise Sabic en Arabie Saoudite, Equate au Koweït) et se modernise. L'industrie se développe notamment dans l'aluminium (Bahreïn, E.A.U) et la sidérurgie (Oman, Arabie Saoudite). L'Arabie saoudite affiche de nouvelles ambitions dans l'automobile avec le lancement de Ceer, sa première marque nationale, conçue pour répondre à la demande régionale tout en créant une base industrielle exportatrice.

Les visions nationales mettent également l'accent sur le développement de secteurs d'avenir

Le **numérique** prend ainsi une place croissante dans les stratégies de diversification. Les E.A.U ont été parmi les premiers à structurer une politique nationale d'intelligence artificielle et à créer une université dédiée (MBZUAI). L'Arabie Saoudite investit quant à elle dans le cloud, les semi-conducteurs et les biotechnologies tandis que le Qatar concentre ses efforts sur la robotique ou l'edtech⁸. Pour y parvenir, les autorités des pays concernés mènent de nombreuses réformes afin d'attirer des investisseurs étrangers et/ou des profils à haut degré de qualification (par exemple politique de *golden visa*⁹ aux E.A.U).

Le secteur de la **finance**, et plus particulièrement les fintechs, ont tendance à se développer dans deux principaux pays : les E.A.U accueillent des hubs comme ADGM ou DIFC¹⁰ et Bahreïn se positionne comme laboratoire en matière de finance digitale via Bahrain Fintech Bay.

Parallèlement, les **énergies renouvelables** (ENR) deviennent un axe stratégique. Il s'agit à la fois de diversifier le mix énergétique et d'investir dans des entreprises, locales et étrangères, en vue de développer des technologies vertes et / ou de favoriser des transferts technologiques dont l'acquisition permettrait de répondre aux enjeux de la transition écologique et énergétique. Dans cette optique, la société nationale émiratie Masdar,

spécialisée dans les ENR, déploie des projets localement et à l'international (capture carbone, hydrogène, etc.), tandis que le projet Neom¹¹ vise une alimentation 100 % verte. Ces ambitions se traduisent aussi dans des projets de villes durables dans l'ensemble de la région¹².

La transition économique implique des besoins de financement élevés

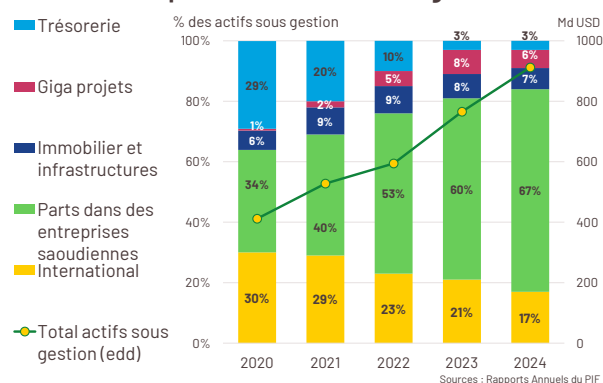
Le financement de la diversification de l'activité économique au sein du CCG repose principalement sur des acteurs locaux mais les pays se tournent de plus en plus vers les marchés internationaux.

Davantage d'hydrocarbures pour diversifier l'activité : le paradoxe de la transition

Les fonds souverains (Public Investment Fund – PIF en Arabie Saoudite, ou encore Mubadala et ADQ aux E.A.U) jouent un rôle primordial dans le financement de la transition. Leur capacité d'intervention repose en grande partie sur les retombées des recettes liés aux hydrocarbures¹³, qui alimentent leurs ressources.

C'est là tout le paradoxe de la diversification de l'activité au CCG : davantage de diversification passe inexorablement par une exploitation continue, voire renforcée, des ressources d'hydrocarbures. Cela explique en partie les investissements colossaux réalisés par les pays du Golfe pour augmenter leurs capacités de production et d'exportation d'hydrocarbures¹⁴. Les négociations menées par les E.A.U, afin de relâcher plus rapidement les quotas de production de l'OPEP+ s'inscrivent dans cette démarche, quitte à se désaligner de la position de l'Arabie Saoudite. Cette stratégie permet par ailleurs de générer davantage de dividendes pour les Etats, actionnaires des fonds souverains.

2. Répartition des actifs sous gestion du PIF



Le rôle des fonds souverains est d'autant plus important que les États peinent parfois à attirer suffisamment de capitaux étrangers (cf. *infra*). En Arabie Saoudite, le fonds souverain PIF joue ainsi un rôle de plus en plus important, consacrant

⁶ Extension de l'aéroport de Riyadh, modernisation d'autres sites, etc.

⁷ 10^e plus grand port mondial pour le trafic de conteneurs.

⁸ Secteur combinant éducation et technologies numériques.

⁹ Programme de visa de 5 à 10 ans pour de gros investisseurs ou des entrepreneurs, chercheurs ou talents qualifiés.

¹⁰ ADGM (Abu Dhabi Global Market) et DIFC (Dubai International Financial Centre) sont des centres spécialisés dans les services financiers.

¹¹ Projet de mégapole futuriste lancé dans le nord-ouest du pays.

¹² Déjà livré à Dubaï, en cours à Sharjah, Yas Island, et Masdar City.

¹³ Ces fonds disposent aussi d'importants actifs étrangers sous gestion, dont les revenus générés peuvent être en partie réinvestis sur le marché domestique.

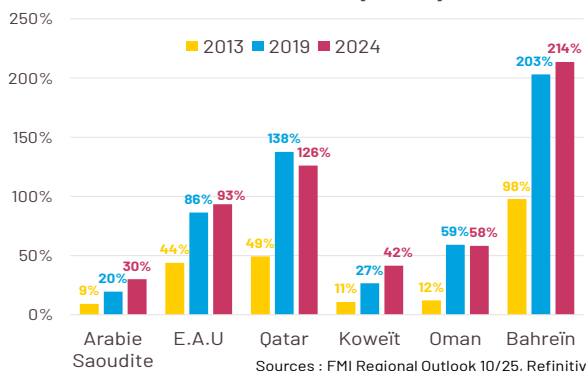
¹⁴ Augmentation de +85 % la production de gaz naturel liquéfié (GNL) d'ici 2030 au Qatar, plan d'investissement de 150 Md USD d'ici 2027 à Abu Dhabi et hausse de +60 % des capacités gazières à Jafurah en Arabie Saoudite.

une part croissante de ses investissements au marché domestique (cf. graphique 2).

Le recours accru au financement externe : un levier pour les économies les plus solides

A partir de 2014, les pays du CCG ont particulièrement recouru à l'endettement extérieur pour combler leurs besoins de financement. Malgré un redressement des équilibres financiers durant la période 2022-2025, l'endettement externe a continué de progresser en moyenne (cf. graphique 3). Cette tendance se prolongerait à court et moyen terme¹⁵, avec l'accélération de la diversification et d'autant plus dans les pays où les comptes public et courant pourraient être menacés par un prix du baril relativement bas (Bahreïn en particulier, cf. graphique 1).

3. Dette externe (% PIB)

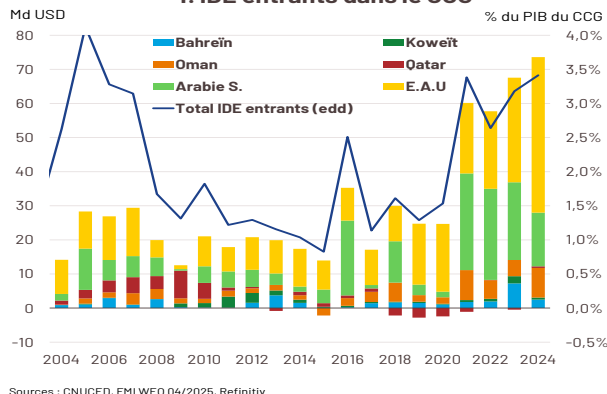


Depuis 2021, les pays disposant des notations souveraines les plus élevées (E.A.U, Qatar et Arabie Saoudite¹⁶) ont profité de « fenêtres de tir » favorables, avec des taux d'intérêt bas, pour lever d'importants montants d'eurobonds depuis 2021. Un recours accru à des financements externes sera probablement observé au Koweït, pour lequel la paralysie budgétaire entre 2016 et 2024 a fortement retardé le processus de diversification. Les deux derniers pays présentent en revanche de degrés de fragilités divers : si Oman a récemment retrouvé des marges de manœuvre¹⁷, ces dernières restent très dépendantes de l'évolution du prix du pétrole et ne lui confèrent pas les mêmes capacités d'endettement que ses voisins. De même pour Bahreïn (bien que l'économie soit plus diversifiée), déjà très endetté mais dont la solvabilité est assurée par le soutien financier continu des autres membres du CCG.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont dynamiques mais encore insuffisants

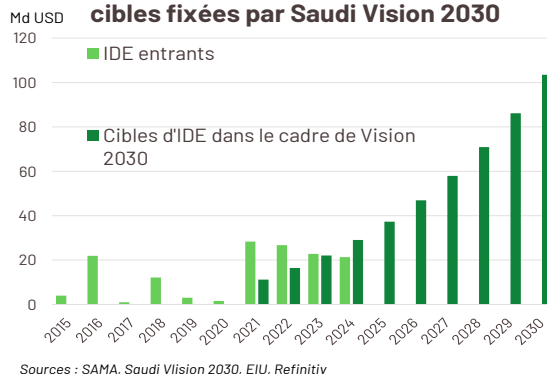
En 2024, les flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) entrants au CCG (3,4 % du PIB) ont été plus élevés que la moyenne mondiale (1,4 %) et celle des économies émergentes (1,9 %), et ce pour la troisième année consécutive. Les E.A.U, forts d'un hub financier mondial, restent les principaux récepteurs (cf. graphique 4).

4. IDE entrants dans le CCG



Si l'Arabie Saoudite et Oman ont récemment enregistré des rebonds significatifs, les IDE restent encore concentrés dans les secteurs liés aux hydrocarbures. Or, la réussite du processus de diversification reposera sur une diffusion des IDE à d'autres secteurs. De plus, en Arabie Saoudite¹⁸, les IDE entrants (20 Md USD) étaient inférieurs de 30 % aux attentes en 2024¹⁹, contrairement aux trois années précédentes (cf. graphique 5). Dans ce contexte, les autorités ont d'ores et déjà annoncé i) une révision à la baisse de leurs ambitions (projet *The Line* et report de l'augmentation des capacités de production pétrolière) et ii) une hausse des investissements du PIF au niveau local.

5. Arabie Saoudite : IDE entrants et cibles fixées par Saudi Vision 2030



Au-delà des aspects financiers, les pays du CCG font face à d'autres défis

L'amélioration du climat des affaires, un prérequis pour attirer les capitaux

Si la dynamique des IDE atteste bien de la capacité du CCG à capter des montants croissants d'investissement, reflétant leur récent gain d'attractivité, le renforcement de l'environnement des affaires reste une étape incontournable pour garantir une transition réussie.

L'objectif est triple : i) promouvoir le développement du secteur privé, ii) palier les faibles marges budgétaires pour certains pays et iii) renforcer l'attractivité pour des investisseurs étrangers.

¹⁵ L'objectif est également de préserver les réserves de change, qui ont subitement baissé post baisse du prix du pétrole en 2014-2015.

¹⁶ Ces pays bénéficient de position extérieure nette excédentaire (près de 170 % du PIB aux E.A.U, près de 70 % au Koweït et Arabie Saoudite).

¹⁷ 7 années après l'avoir perdu, le Sultanat a retrouvé une notation *investment grade* chez S&P fin 2024.

¹⁸ Depuis 2024, les multinationales doivent y localiser leurs sièges régionaux afin d'accéder aux appels d'offres publics et bénéficier d'avantages fiscaux.

¹⁹ Alors même que les montants visés restaient relativement faibles par rapport aux cibles de 70 Md USD par an en moyenne entre 2026 et 2030.



Concernant le premier point, l'Arabie Saoudite fait preuve de grandes ambitions et cherche à augmenter la part du secteur privé dans l'économie à 65 % (47 % actuellement) et a notamment lancé en 2021 un programme de partenariats (Shareek²⁰) pour y parvenir. Oman et Bahreïn illustrent parfaitement le deuxième aspect. Des finances publiques relativement plus fragiles que chez les pays voisins conduisent à développer davantage les partenariats privés-publics (PPP) pour financer d'ambitieux projets d'infrastructures tout en évitant de trop solliciter les comptes publics. Pour le dernier point, le cas des E.A.U²¹ est particulièrement éloquent, avec un climat des affaires se situant au plus haut dans les classements internationaux.

La promotion du capital humain, une composante à ne pas négliger pour garantir le succès de la diversification

Les autorités des pays du CCG souhaitent accroître le poids du secteur privé afin de créer des opportunités pour des populations très dépendantes des emplois publics. Les politiques de nationalisation de l'emploi consistent à promouvoir l'emploi de la main d'œuvre locale, en instaurant par exemple des quotas par secteurs et tailles d'entreprises ou en conditionnant l'accès à des avantages fiscaux pour des entreprises privées au respect de ces quotas. Ces stratégies visent ainsi à répondre à la dépendance à la main-d'œuvre étrangère, dans un contexte de croissance démographique, de faible participation des femmes au marché du travail ou encore de chômage chez les jeunes²².

En parallèle, les investissements dans l'éducation se poursuivent, avec par exemple le hub universitaire à Education City au Qatar ou le programme Smart Learning aux E.A.U (pour intégrer les technologies numériques à l'école). L'Arabie Saoudite étend ses investissements à d'autres services publics (santé, logement) avec comme objectif d'améliorer les conditions de vie des populations locales. Il s'agirait ainsi de réorienter certaines dépenses du modèle d'Etat Providence afin de combiner diversification de l'activité et opportunités d'emplois, afin de préserver la cohésion sociale.

La compétition régionale s'accroît au sein du CCG

Les stratégies de diversification alimentent une concurrence croissante entre les pays du Golfe, en termes de *soft power* ou d'attractivité. Par exemple, l'Arabie saoudite multiplie les événements sportifs²³, le Qatar capitalise sur la Coupe du Monde FIFA 2022, tandis que les E.A.U misent sur diverses activités culturelles.

En parallèle, les États réforment leur climat des affaires (cf. *supra* : zones franches, fiscalité, visas, prise de participation dans des sociétés) pour attirer talents, investissements et sièges régionaux. Dans ce domaine,

l'Arabie Saoudite enregistre des progrès rapides en vue de rattraper son retard par rapport à son voisin émirati.

Cette dynamique concurrentielle coexiste cependant avec des coopérations ciblées. L'émergence d'un réseau ferroviaire²⁴ semble particulièrement emblématique de cette coopération afin de faciliter les interconnexions, à l'instar de projets communs pour l'énergie ou le climat²⁵.

France-pays du Golfe : des coopérations stratégiques au cœur de la diversification

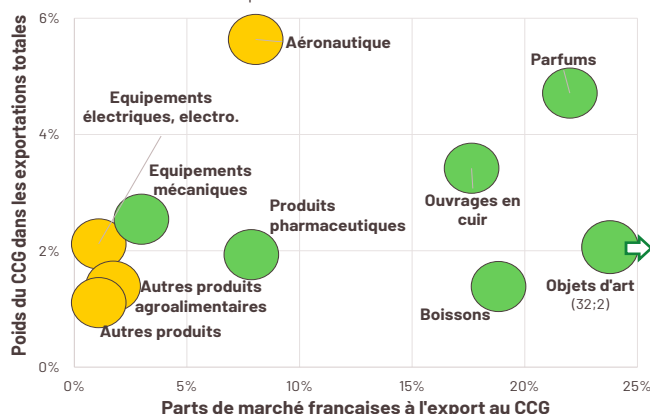
Le processus de diversification de l'activité devrait s'accompagner de perspectives de croissance positives dans les pays du CCG. En 2021-2024, la croissance du PIB a été principalement tirée par les activités hors hydrocarbures (cf. *supra*), une tendance qui se prolongerait selon le FMI à moyen terme²⁶, avec notamment une demande interne dynamique. Cette diversification présente une source d'opportunités pour la France et ses entreprises par deux canaux : les échanges commerciaux et les investissements croisés.

Un positionnement français avantageux dans le luxe, l'aéronautique et la pharmacie

Les parts de marché à l'export de la France dans les pays du CCG représentaient 2 % en moyenne en 2020-2024 (cette part est supérieure au Qatar : 2,9 %), ce qui les situent en dessous de la moyenne mondiale (2,6 %). Comme dans le reste du monde, elles ont eu tendance à diminuer au fil des années, toutefois la France a su stabiliser ses parts pour plusieurs produits clés, comme l'aéronautique²⁷ voire les augmenter pour les ouvrages en cuir et les boissons (plus spécifiquement le vin). Pour ces deux derniers produits, à l'instar des parfums, la France bénéficie de parts de marché très confortables, supérieures à 15 % (cf. graphique 6).

6. De nombreuses opportunités à l'export pour la France dans les pays du CCG

Légendes : Couleur des bulles : vert = parts de marché à l'export supérieures au CCG que dans le reste du monde



Sources : CNUCED, calculs Bpifrance en moyenne sur la période 2020-2024

²⁰ Facilités pour accéder à des financements publics et développer des partenariats privés-publics.

²¹ La Fédération a récemment relevé les plafonds de participations étrangères, permettant à ces investisseurs de détenir 100 % du capital dans 122 secteurs (santé, transports, manufacturier) hors zones franches.

²² Des dispositifs d'incitation, de formation, de quotas ou de soutien à l'entrepreneuriat ciblent notamment les jeunes et les femmes.

²³ F1, Coupe du Monde FIFA 2034, JO 2036.

²⁴ Le « GCC Railway » vise à relier les pays du Golfe par une ligne de 2 000 km, dont le premier tronçon entre Abou Dhabi et Al-Aïn a été inauguré en 2024.

²⁵ Projets d'interconnexion électrique (réseau saoudo-omanais), développement de l'hydrogène vert (Masdar, Oman Hydrogen Centre).

²⁶ Les prévisions de croissance du FMI sur la période 2026-2030 tablent sur +3,7 % contre +2,3 % en moyenne lors de la dernière décennie. Ces chiffres sont à relativiser car très dépendants du PIB pétrolier, très erratique. La croissance du PIB non pétrolier au CCG est attendue à +3,8 % par le FMI.

²⁷ 8,1 % de parts de marché, 18 % des exportations vers le CCG.



Au vu des ambitions des pays du Golfe de développer leur secteur touristique (cf. *supra*), la bonne position de la France à l'export dans l'aéronautique pourrait constituer un atout, à l'instar de son expertise dans les activités culturelles, ce qui a déjà occasionné des projets en Arabie Saoudite (AIUla). Par ailleurs, depuis la sortie de la crise sanitaire, les pays du CCG enregistrent une forte croissance démographique, surtout aux E.A.U²⁸, qui s'accompagne également d'une progression du PIB par habitant. La combinaison de ces deux facteurs soutient le commerce et offrirait ainsi des débouchés supplémentaires pour les biens de consommation, plus particulièrement les produits de luxe et pharmaceutiques, pour lesquels la France dispose d'une position stratégique.

De plus, le développement de l'industrie et des infrastructures engendre des besoins en équipements : pour les biens mécaniques, les parts de marché à l'export françaises sont relativement plus élevées au CCG qu'en moyenne dans le monde (cf. graphique 6, bulles vertes).

Les investissements croisés : source d'opportunités et renforcement des liens avec les E.A.U

Au Proche Orient, les E.A.U sont une destination de choix pour les entreprises françaises dont le nombre a doublé en l'espace de dix ans pour atteindre 532 filiales en 2022 selon Eurostat. La France représente le premier contingent européen en termes de filiales implantées au CCG.

Sur le plan technologique, la France et les E.A.U ont signé en février 2025 un cadre de coopération sur l'intelligence artificielle avec un investissement émirati de 30 à 50 Md USD. La cohérence stratégique se prolonge via des plateformes d'échanges, comme le forum Vision Golfe 2025 de Paris. Ce forum²⁹ a permis de passer d'un statut de simple fournisseur à celui de partenariat stratégique codéveloppant des projets durables avec la France.

Sur le plan énergétique, la France reste ouverte aux investissements émiratis dans le nucléaire civil (Orano, EDF, SMR), renforçant ainsi une coopération technologique et financière durable.

Victor Lequillier : victor.lequillier@bpifrance.fr
Rita Bejjani

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²⁸ Hausse de la population de +17,6 % aux E.A.U entre 2019 et 2024, +11,6 % dans le reste du CCG contre +5,1 % au niveau mondial.

²⁹ Il a réuni près de 550 acteurs du GCC, autour d'opportunités dans l'énergie, l'IA, la mobilité, l'éducation, la santé ou l'agri-tech.